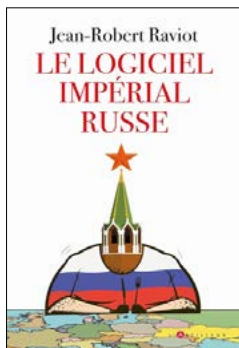


RECENSIONS



Jean-Robert RAVIOT

Le logiciel impérial russe

Paris, L'Artilleur, 2024, 256 p.

En considérant que la guerre Froide ne s'est jamais réellement terminée, Jean François Raviot, professeur en études russes et post-soviétiques à l'Université Paris-Nanterre et ancien directeur des collèges universitaires français de Moscou et de Saint-Pétersbourg, renoue avec le fil long de l'histoire russe, où l'armée dotée de moyens souvent disproportionnés par rapport aux ressources de cet immense empire en a représenté le fer de lance et le principal pilier. Sans adopter dans sa totalité la thèse russe selon laquelle l'avancée de l'OTAN sur son flanc oriental a constitué une menace croissante sur sa sécurité et son intégrité, il dépeint avec érudition, fort de ses séjours prolongés dans le pays, que cette vision, loin d'être celle du cercle étroit des *silovikis* entourant Vladimir Poutine, est bien celle d'une bonne partie des élites et du peuple. Le terme même d'« étranger proche » qui désigne tous les territoires ayant appartenu à l'Union soviétique – soit quelque 5 millions de km² – montre que le sort de ces pays n'est pas comparable au reste du monde. Cet étranger proche forme en quelque sorte une communauté de destin, et s'il est légitime qu'il ait acquis sa liberté, il se doit de faire preuve de solidarité avec le peuple russe avec lequel il a vécu (en plus ou moins grande harmonie) pendant des siècles. En Occident ce sentiment a été perçu comme une sorte de nostalgie de l'URSS ou la manifestation d'un impérialisme russe, qui reste la matrice constituante du pays le plus vaste de la terre. L'auteur déroule le fil de ce logiciel en recourant à deux concepts originaux. D'une part, une dynamique politique qu'il nomme le *kremlinocentrisme*, et une dynamique géopolitique qu'il appelle *moscopolitisme*, un néologisme qui évoque à la fois la centralité de Moscou dans le processus de formation de la puissance russe à travers les époques et le caractère multiethnique (et multiconfessionnel) de l'ensemble territorial constitué. Le moscopolitisme est donc une dynamique géopolitique centripète dans laquelle Moscou (qui est à la fois une capitale et un microcosme de référence pour toute la Russie, et pour tous les pays, régions et communautés sur lesquels s'étend son influence), cherche à rester au centre des axes de circulation (du pouvoir, des ressources économiques et financières, des modes et tendances culturelles) et

dont toute la stratégie consiste à contrer les innombrables forces centrifuges perçues comme hostiles et susceptibles de précariser voire détruire toute l'entreprise historique « moscopolite » dont l'État russe est la colonne vertébrale, la pièce maîtresse. Contrairement à la plupart des auteurs qui examinent la Russie de l'extérieur et à l'aune des valeurs occidentales, c'est à une vision interne que se livre l'auteur en décrivant la trajectoire politique de la Russie comme État et comme ensemble territorial, de la fin du xv^e siècle à nos jours. « En Russie, le centre est à la périphérie », écrivait au début du xx^e siècle le grand historien Vassili Klioutchevski (1841-1911), ce qui signifiait que le gigantisme, ainsi que la caractéristique multiethnique et multiconfessionnelle du pays-continent, faisaient que ses dirigeants successifs le percevaient comme constamment menacé de l'intérieur ou de l'extérieur, de sorte que les questions de la périphérie conditionnent souvent les affaires du pouvoir central de façon disproportionnée. D'où hier la férocité de la guerre en Tchétchénie et aujourd'hui celle de l'Ukraine. Chaque conflit revêt pour la Russie, dont la capitale a été occupée en 1240, 1571, 1610, 1812 et a failli l'être (à 40 kilomètres près) en 1941, un aspect existentiel. L'impératif de préservation, qui gouverne ces dynamiques de kremlinocentrisme et de cosmopolitisme, confère à l'État russe une dimension proprement archaïque, un terme qu'il faut prendre au sens premier – un État qui a gardé des formes anciennes, et non pas forcément anachroniques. Le philosophe Nicolas Berdiaev, auteur entre autres de *L'Idée russe*¹ que Vladimir Poutine aime citer, n'a-t-il pas écrit que le conservatisme n'est pas tant la nostalgie du passé, mais cet incessant effort poursuivi par l'homme pour empêcher que les choses ne s'écroulent.

Eugène BERG



François-Xavier Carayon

Les États prédateurs

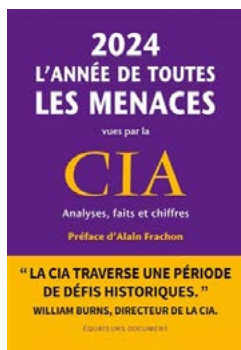
Paris, Fayard, 2024, 350 p.

La guerre économique de haute intensité ne passe plus forcément par l'action dévorante des grandes multinationales. L'on voit en effet des États prédateurs dotés de fonds souverains et des multinationales publiques utilisant des filiales. Cet ouvrage possède l'avantage de présenter aux lecteurs des faits précis et de lui faire comprendre qu'en l'occurrence la recherche d'autonomie stratégique, de domination géopolitique et de suprématie économique de

1. Nicolas Berdiaev, *L'Idée Russe. Problèmes essentiels de la pensée russe au XIX^e et début du XX^e siècle*, Éditions Croisée, 2020.

ces acteurs sont venus compléter l'objectif classique de rentabilité. En raison de sa philosophie d'économie ouverte et globale, l'Union européenne est en quelque sorte une aubaine pour les outils de domination économique-financiers ; en effet, il apparaît que la législation française de protection, dite IEF (pour investissements étrangers en France), est verrouillée par les décisions de la Cour de justice de l'Union européenne et de la Commission aux seuls cas mettant en jeu directement la Défense nationale, la protection de l'ordre public et la sécurité publique. En dehors de ces cas, les activités économiques françaises peuvent être donc être livrées aux prédatations étrangères et, ce, même si ces investissements impliquent pour notre pays des « dépendances stratégiques accrues à l'égard des grandes puissances rivales, l'accaparement de nos technologies, de nos capacités de recherche et de nos savoir-faire de pointe, des pertes massives d'emploi ou l'amoindrissement du rayonnement français à l'international... » (p. 260). D'innombrables participations minoritaires dans nos entreprises, puis des prises de contrôle effectives et enfin des fusions-acquisitions permettent à ces nouveaux acteurs d'accéder à « des informations confidentielles et des technologies sensibles ou d'exercer une influence réelle sur la stratégie des entreprises ciblées » (p. 296). L'auteur dissipe les illusions en évoquant le grand aveuglement français, et de nombre de pays européens, face au caractère géopolitique de ces investisseurs en quête de domination stratégique dans une « Europe ouverte, une Europe offerte »... et propose à travers le triptyque, transparence, filtrage et souveraineté économique, des pistes pour contrer ces raids massifs et discrets des États prédateurs. Ainsi l'ouvrage relevant les champs problématiques de la capacité nationale à organiser la sécurisation et l'organisation de son autonomie stratégique, délivre également la méthodologie pour se préserver des États prédateurs, voire même pour... contre-attaquer. Un ouvrage d'une grande pertinence et clarté.

Renaud PONANT



2024, l'année de toutes les menaces vues par la CIA.
Analyse, faits et chiffres

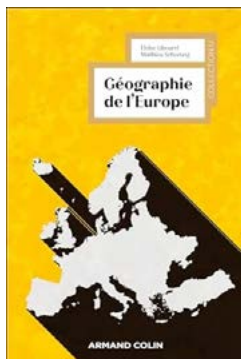
coll. (préf. Frachon Alain),
Paris, éd. Les Équateurs, 2024, 234 p.

Comme chaque année depuis quelques temps, la centrale de renseignement américaine publie son rapport annuel, tour d'horizon des défis et menaces que les États-Unis – et leurs alliés – devront affronter au cours de l'année entamée. Après la préface circonstanciée d'Alain Frachon, éditorialiste au journal *Le Monde*, c'est l'article introductif du

directeur de la CIA William Joseph Burns qui retient l'attention. Un des vétérans de la diplomatie américaine, l'un des meilleurs connaisseurs actuels de la Russie, s'y livre à une stimulante réflexion sur espionnage et diplomatie, deux activités traditionnellement séparées, sinon concurrentes. Mais les temps ont changé et désormais la « *déclassification stratégique* », c'est-à-dire la divulgation intentionnelle de certains secrets pour affaiblir les rivaux et rallier les alliés, est devenue un instrument encore plus puissant pour les décideurs politiques. Ainsi, la communauté du renseignement américaine découvre également la valeur croissante de la diplomatie du renseignement. Nous en sommes loin de ce côté de l'Atlantique, et nous verrons si nos services s'y mettront à leur tour. Le cœur de l'article de l'actuel directeur de la CIA porte sur un Poutine sans limite et le jeu de pouvoir de Xi Jinping. L'aide américaine à l'Ukraine – qui représente 5 % du budget militaire américain – ne constitue à ses yeux qu'un investissement modeste qui a des impacts géopolitiques pour les États-Unis et des retombées notables pour l'industrie américaine. Observons ici la façon dont la CIA qualifie tour à tour la Chine et la Russie. Alors que la première aspire à un statut de puissance de premier plan dont elle possède tous les éléments, la seconde ne fait que « *défendre ses intérêts au niveau mondial* ». Ayant esquissé les grandes lignes d'un monde instable et divisé où la concurrence et l'incertitude géopolitiques forment un paysage d'une complexité diabolique, on ne s'étonnera pas que William J. Burns fasse l'éloge d'espions devenus plus intelligents, recourant de manière croissante aux technologies émergentes comme l'IA (qui ne remplacera pas les analystes humains, mais leur donne plus de moyens d'agir). La CIA dispose d'une douzaine de « centres de mission », des groupes spécialisés qui rassemblent des agents des différentes directions de l'agence, et en 2021 elle en a créé un axé exclusivement sur la Chine, seul centre de mission dédié à un seul pays. La Centrale consacre désormais plus d'attention aux nouvelles technologies et vient de nommer son premier directeur chargé de ces questions, dont l'une des missions est d'établir de meilleurs partenariats avec le secteur privé. Quatre pays font cette année l'objet d'une analyse approfondie : Chine, Russie, Iran, Corée du Nord, ce que je nomme pour ma part le « nouvel empire mongol ». Il ne s'agit pas bien sûr d'un empire territorial à l'ancienne, et d'ailleurs les intérêts de ces quatre pays qui n'ont pas le même poids ne sont pas toujours congruents. Il s'agit plutôt d'un partenariat entre pays partageant une même conception du monde (une *Weltanschauung*) et dont les actions s'épaulent mutuellement, principalement en direction de l'« Occident collectif ». À la vue des expressions employées pour la Chine : « quête d'influence mondiale », « superpuissance scientifique et technologique », « armée de classe mondiale », « leader mondial dans l'espace », on voit bien que c'est elle qui représente le

défi principal pour Washington. Comme l'a dit le chef du renseignement allemand (BND) : la Russie c'est la tempête, la Chine c'est le changement climatique. Une trentaine de pages sont consacrées aux conflits et fragilités, aux questions transnationales (technologies, autoritarisme numérique, prolifération nucléaire, armes biologiques, changement climatique, environnement), à la sécurité sanitaire et aux migrations. On lit avec intérêt l'audition des principales agences de renseignement (CIA, FBI, NSA, etc.) par la Commission sur le renseignement du Sénat, qui s'en tient à des propos convenus. On ne trouvera guère de révélations ni d'analyses nouvelles dans ce rapport somme toute général, qui a le mérite d'exposer sur la place publique les réflexions de la CIA, qui s'adapte aux complexités du monde actuel.

Eugène BERG



Eloïse Libourel et Mathieu Schorung

Géographie de l'Europe

Paris, Armand Colin, 2024, 304 p.

Dans un monde dangereux, la vieille Europe confortable se trouve en danger. En Ukraine la guerre la plus sanglante depuis 1945 se prolonge, tandis que la Russie pose une menace des pays baltiques au cyberspace. Si Donald Trump revenait à la Maison-Blanche, il pourrait ébranler l'OTAN, le fondement de la sécurité de l'Union européenne. L'économie de l'UE, la deuxième du monde (15 900 milliards d'euros en 2022, 16,5 % de la richesse mondiale) pour 9 % de la population mondiale est vulnérable aux chocs causés par la politique industrielle américaine et la recrudescence du protectionnisme. À la veille des élections européennes de juin, cet ouvrage offre un panorama, complet du paysage économique, social, politique et géopolitique de l'UE. Les questions de territoire, d'aménagement, de flux humains sont au centre des débats. Les quinze dernières années, depuis la crise économique et financière de 2008–2009, ont été marquées dans l'Union européenne par des événements qui ont profondément affecté les sociétés et les espaces, et qui ont fait évoluer les rapports de force (crise des *subprimes* et de la dette, intensification des crises au Proche-Orient avec leur impact migratoire, renforcement des euroscepticisms et montée sans précédent de la droite nationale, *Brexit*, attentats islamistes, pandémie du Covid, guerre en Ukraine). C'est le visage de ce continent en déclin démographique et aux dynamiques démocratiques contrastées que présentent les auteurs, où, dans l'UE, la part

des 65 ans ou plus atteint 20,6 % en 2020 avec une pointe de 23,2 % en Italie, 22,1 % au Portugal, 21,8 % en Allemagne et 20,4 % en France.

Si elle subit la concurrence de la Chine et de l'Asie orientale, l'UE reste même dans la course, bien qu'elle n'ait consacré que 2 % de son PIB à la R-D (Recherche-développement, gage de la compétitivité). L'Union européenne compte 4 aéroports sur les premiers du monde en termes de trafic, 10 des 29 banques les plus importantes et elle est le premier émetteur des investissements directs étrangers (IDE) dans le monde. Puissance normative reconnue, l'UE ne possède pas de *hard power* bien qu'elle s'achemine désormais vers plus d'autonomie stratégique. Sur ce point les auteurs mettent l'accent sur le vecteur d'influence que représentent pour l'UE les mers et les océans de ses États membres. Le territoire de l'UE compte près de 150 000 km de côtes et concentre près de 448 millions d'habitants. Méditerranée, Atlantique, Nord et zone maritime nord et nord-ouest constituent des espaces économiques, commerciaux et stratégiques majeurs. N'oublions pas la politique d'avant-garde conduite par l'UE en matière d'environnement et climatique : sur les 28 COP, 12 l'ont été sur le continent européen. La « tour de Babel » linguistique, religieuse et philosophique européenne n'est plus le phare éclairant le monde, mais peut encore lui envoyer quelques signaux.

Eugène BERG